

**Assemblée de convergence
Forum social mondial 2015, 27 mars**

Agenda post-2015: quel développement, pour qui et pour quoi?

DÉCLARATION

L'Assemblée de convergence sur l'agenda du développement post-2015 qui s'est tenue à Tunis a rassemblé plus de 30 organisations de la société civile de tous les continents afin de s'informer mutuellement, de mettre en commun nos analyses et de proposer des pistes d'action communes sur l'agenda post-2015 actuellement négocié aux Nations Unies. L'année 2015 sera cruciale pour définir l'avenir de l'agenda du développement, avec les négociations sur le Financement du développement à Addis-Abeba en juillet, l'adoption par les Nations Unies des Objectifs de développement durable (ODD) en septembre et la Conférence de Paris (COP21) sur les changements climatiques en décembre.

Les ODD appellent à un changement de paradigme. Partout, les mouvements sociaux, acteurs de l'économie sociale solidaire, mouvements des femmes, de la souveraineté alimentaire, syndicats et défenseurs des droits humains proposent des solutions concrètes, s'organisent et se connectent entre eux pour construire des économies et des sociétés plus justes et durables. L'agenda du développement durable doit faire écho à ces processus transformateurs, s'en inspirer et les appuyer.

NOUS RÉAFFIRMONS QUE:

Les organisations de la société civile, les campagnes globales, les mouvements sociaux et défenseurs des droits humains aujourd'hui réunis réaffirmons que :

1. Les Objectifs de développement durable (ODD) doivent se fonder sur le cadre des **droits humains** et sur des objectifs universels s'appliquant autant aux pays du Sud et aux pays les plus riches.
2. Il y a une contradiction fondamentale entre l'objectif du développement durable et les **accords commerciaux internationaux** qui détruisent les fondements de leur réalisation et privent les peuples de la souveraineté nécessaire pour décider de leur propre développement. Les pays riches doivent reconsidérer, suivant une perspective de cohérence des politiques pour le développement, leurs réponses à l'impératif des droits humains dans le monde et à l'intérieur de leurs frontières.
3. Un **programme politique fort** assorti d'une volonté politique claire et d'engagements légalement contraignants est nécessaire, non un programme technocratique.
4. Nous aurons un **programme commun de mobilisations et d'alertes**, et travaillerons à connecter nos efforts avec ceux de l'ensemble des mouvements réunis au Forum social mondial de Tunis de 2015.

ORGANISATIONS PRÉSENTES À L'ASSEMBLÉE

AQOCI, ATTAC, Beyond 2015, CAFOD, Center for Economic and Social Rights, CIDSE, Coalition Eau, CODE-NGO, Concord, DEEEP, DKA Austria, Economistas sin fronteras, Egyptian Center for Economic and Social Rights, Enda Tiers-Monde, Fédération syndicale unitaire, Finnish Peace Committee, France Libertés, IBON International, IDEA-Irish Development Education Association, IFP, INFID Indonesia, IRD France, Global Call to Action against Poverty, LAPAS, LDC Watch, NGO Federation of Nepal, PIANGO-Pacific Islands Association of NGOs, Plataforma 2015 y más, Powerline, RIPESS-Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale solidaire, RAESS, RENAPESS, REMESS, Sightsavers, Social Watch, Visions of the Left.